



THÈME 1 : Qu'est ce qui permet d'expliquer le processus de désinhibition au sein de nos sociétés ? Quelles en sont les causes ?

Le processus de civilisation de longue durée dans lequel nous étions a permis à l'Homme d'apprendre à maîtriser ses pulsions. Lorsque l'on analyse l'évolution de cette dernière décennie, on constate un phénomène de réactivation de la violence dans nos sociétés. La cohésion sociale, qui était et est le ciment de nos sociétés s'est estompée en l'absence d'une réelle vision globale, d'une réponse de la France aux Français, au profit d'un traitement morcelé répondant idéologiquement aux différentes composantes qui paraît-il, constituent la France. On peut raisonnablement recenser les points qui ont contribué à cette accentuation de la fragmentation de la société française :

- Le choc terroriste : la vague d'actes terroristes à partir de 2012
- Le choc social : les gilets jaunes, Sainte-Soline, Notre Dame-des-Landes
- Le choc sociétal : les violences urbaines de 2005 puis de 2023
- Le facteur économique : inflation, crise économique
- Les incertitudes culturelles
- La crise sanitaire : la crise du Covid qui a touché physiquement et psychologiquement la population
- Les incertitudes numériques
- La crise environnementale : développement de l'éco-anxiété
- La difficulté à gérer les phénomènes migratoires
- La difficulté à définir un discours cohérent face à la mondialisation...

Dans ce contexte de perte de repères, l'usage de la violence désinhibée est devenu pour certains la réponse à apporter à cette succession de crises.

Les trois décennies qu'a connu la France n'ont répondu qu'en partie aux aspirations des Français. Face aux évolutions que nous avons soulignée, ils ont eu bien souvent le sentiment que la dureté des faits s'imposaient à eux, sans que le politique apportent de vraies solutions.

Constatons par ailleurs, qu'années après années, décennies après décennies, les différents gouvernements qui se sont succédés, n'ont jamais réussi à maîtriser le déficit budgétaire sans répondre pour autant aux grands défis d'avenir.

Élections après élections, on constate une forme de désintérêt, voire des actions coercitives à l'égard des décideurs politiques, comme si les Français avaient le sentiment de ne plus être écoutés. « L'effondrement » des appareils politiques traditionnels et notamment d'un clivage qui apparaissait relativement clair entre droite et gauche s'est significativement émoussé : les français essaient d'y trouver leur voie d'expression.

La nouvelle composition des assemblées parlementaires à multi-clivages a contribué à désorienter encore plus. Les courants d'expression qui sont représentés au sein de ces assemblées perturbent : dans ce type d'enceinte, on pouvait considérer que la sérénité était de mise, on découvre de la violence. Cette image symbolique politique est un mauvais reflet, ou un vrai reflet du désarroi de notre société. On ne discute plus, on s'invective, on se menace.

Constatons aujourd'hui une « désacralisation » de la fonction publique : entre participation à des manifestations illégales en portant l'écharpe tricolore et apologie de la violence spontanée et désinhibée, certains politiques semblent aux antipodes de la dignité de la fonction.

Désormais, la relation entre l'État et le citoyen est brisée car les politiques semblent ne plus représenter les aspirations de la population, et plus fondamentalement, l'État ne semble plus perçu comme ayant la capacité et les moyens d'unir la population. Phénomène qui ne cesse de s'accroître avec une précarisation grandissante de la société française. Faut-il rappeler que plus de 60% de la population française n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu ? En résulte une défiance croissante envers les institutions et la classe dirigeante.

La formation et l'éducation, qui sont les bases de toute société semblent « flotter ». Élections après élections, ministres après ministres, le ministère de l'éducation nationale ne cesse de changer de programme, de modèle, avec à la clé, lors de l'année 2023, un bac dont on n'a pas compris les tenants et les aboutissants. Plus fondamentalement, en ce qui concerne le secondaire, le processus Parcoursup qui se voulait au service des étudiants, s'est bien souvent montré désastreux et anxiogène et les décisions qui sont prises ont pu paraître injuste et inappropriée.

L'avenir d'un candidat français est aujourd'hui défini par des critères opaques, mis en place à l'aide d'un algorithme dont nul ne comprend le fonctionnement. Alors que la rentrée scolaire approche, une grande partie des candidats n'ont toujours pas reçu d'affectation, scolairement et géographiquement : l'interminable attente dans l'espoir de recevoir une réponse positive décrédibilise la plateforme, censée faciliter l'entrée dans le supérieur.

En l'absence de réponse cohérente, on observe une désinhibition de la violence qui est ressentie et perçue comme le seul et unique moyen pour faire avancer les choses. La France subit avec plus de difficultés les différents chocs de la mondialisation car l'État n'a plus la capacité de répondre aux différents enjeux et poser à terme l'avenir des appareils politiques classiques mais aussi peut-être à terme celui des syndicats.

La violence est devenue un exercice d'expression **banalisée**, **assumée**, voire presque **légitimée**.
Constatons que :

- **Banalisation de la violence** : Nous pouvons désormais voir une maison brûler chez un élu, ou des mortiers d'artifices lancés contre les pompiers, alors impensable auparavant.
- **Violence assumée** : La violence est alors vue comme un moyen de faire accepter ses idées. Elle se pose un moyen parmi d'autres de faire valoir ses revendications.
- **Violence légitimée** : La violence est désormais perçue comme étant un mode d'action légitime. Face à des causes comme la cause environnementale, certains activistes considèrent que l'importance du combat légitime et donc excuse l'usage de la violence. La seule solution face à la gravité de la situation semble être l'usage de la violence qui est ainsi perçue comme un moyen afin d'accéder à ses fins. On a une inversion dans la légitimité de la violence.

Au travers des ruptures spirituelles, des ruptures technologiques, des ruptures sociales (certains s'interrogent même sur le respect des genres et l'évolution des genres), des fragmentations géopolitiques : constatons désormais qu'il faut éviter de prendre parti et de dire les choses. Or, tout groupe humain a besoin de savoir où il va et comment il va y aller. Par subtilité, on a choisi de ne pas y répondre. En voulant bien faire, on risque de créer un profond mal-être avec à terme, peut-être, l'explosion de nos sociétés.

Emeline Diene - CEPS